


Informations de base	
2000/0108(CNS) CNS - Procédure de consultation Directive	Procédure terminée
Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification Modification 2013/0390(COD) Subject 4.15.12 Protection et droits des travailleurs, droit du travail	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond		Date de nomination
	JURI Juridique et marché intérieur	MEDINA ORTEGA Manuel (PSE)	21/06/2000
	Commission pour avis		Date de nomination
	EMPL Emploi et affaires sociales	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunions	Date
	Affaires économiques et financières ECOFIN	2335	2001-03-12
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Service juridique		

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
02/05/2000	Publication de la proposition législative	COM(2000)0259 	Résumé
03/07/2000	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
16/10/2000	Vote en commission		
25/10/2000	Décision du Parlement	T5-0459/2000	Résumé

12/03/2001	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		
12/03/2001	Fin de la procédure au Parlement		
22/03/2001	Publication de l'acte final au Journal officiel		


Informations techniques	
Référence de la procédure	2000/0108(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Codification
Instrument législatif	Directive
Modifications et abrogations	Modification 2013/0390(COD)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 094 Règlement du Parlement EP 52-p1
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	JURI/5/12881

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0459/2000 JO C 197 12.07.2001, p. 0108-0171	25/10/2000	Résumé

Commission Européenne

Type de document	Référence	Date	Résumé
Document de base législatif	COM(2000)0259 	02/05/2000	Résumé

Autres Institutions et organes

Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES1003/2000 JO C 367 20.12.2000, p. 0021	20/09/2000	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

--

Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification

2000/0108(CNS) - 25/10/2000 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

Le Parlement européen a approuvé telle quelle la procédure sans rapport portant sur la codification de la directive sur le maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou de parties d'entreprises ou d'établissement.

Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification

2000/0108(CNS) - 02/05/2000 - Document de base législatif

OBJECTIF: codification de la directive 77/187/CEE portant sur le maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou d'établissements. CONTENU: dans un souci de clarté et de transparence du droit communautaire, la présente proposition vise la codification de la directive 77/187/CEE, modifiée à plusieurs reprises depuis son adoption. La nouvelle directive se substituera aux diverses directives qui font l'objet de l'opération de codification. La proposition respecte totalement la substance des textes codifiés et se borne donc à les regrouper en un texte unique en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification.

Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. Codification

2000/0108(CNS) - 12/03/2001 - Acte final

OBJECTIF: codification de la directive 77/187/CEE portant sur le maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises ou d'établissements. MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Directive 2001/23/CE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au maintien des droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprises, d'établissements ou de parties d'entreprises ou d'établissements. CONTENU: Dans un souci de clarté et de transparence du droit communautaire, la directive vise la codification de la directive 77/187/CEE, modifiée à plusieurs reprises depuis son adoption. La nouvelle directive se substitue aux diverses directives qui font l'objet de l'opération de codification. Elle respecte totalement la substance des textes codifiés et se borne à les regrouper en un texte unique en y apportant les seules modifications formelles requises par l'opération même de codification. ENTRÉE EN VIGUEUR : 11 avril 2001. À noter que la date de transposition de la directive 98/50/CE modifiant la directive 77/187/CEE est maintenue. En conséquence, les États membres ont jusqu'au 17 juillet 2001 pour se conformer aux principes de la directive 98/50/CE.